

ter le cours de l'histoire, à reprendre, pour le compte d'un autre peuple, la politique réactionnaire des interventions et des partages. C'est, après la paix mettre en opposition deux systèmes et deux mondes, laisser ouvert un soupirail et même la porte ouverte à deux battants aux complications futures les plus graves qui ont des noms bien connus : insurrections, interventions, mobilisations, conflits armés.

Et si à de telles manœuvres nous opposons la loyale application du principe de la volonté nationale mille fois énoncé par les Puissances Alliées, est-ce que les esprits équilibrés peuvent conclure que nous prêchons une creuse idéologie ? Non, certainement. Nous réclamons la seule mesure efficace pour donner à la paix européenne des bases solides. Si ce moyen contient une bonne dose d'idéalité, qu'importe ? Le repousserons-nous comme suspect parce qu'il est un reflet des plus belles aspirations de la société humaine ; parce qu'il nous différencie des adorateurs du *Faustrecht* ? Ce serait une bizarre manière d'éduquer les générations futures, d'aplanir la voie au bien suprême de la paix, de rendre le calme et la sécurité aux peuples qu'on a saigné par un énorme gaspillage de sang, d'argent et d'énergie. Les néo-adorateurs de la *vitalité* et de l'*énergie* peuvent bien railler le principe de nationalité : il n'en restera pas moins l'unique titre de gloire de la démocratie européenne. « L'idéalisme — a dit M. Vi-